

Fin du « quoi qu'il en coûte » : réunion aujourd'hui à Bercy autour du « sur mesure »

« Les entreprises face au défi de la fin du 'quoi qu'il en coûte' », titre **Les Echos**, indiquant que les représentants des professionnels concernés ont rendez-vous ce matin à Bercy. **Geoffroy Roux de Bézieux voit son vœu enfin exaucé.** Plus nuancée, la CPME rappelle que « pour l'immense majorité des entreprises, les échéances étaient connues ». **Les indépendants en revanche contestent le choix gouvernemental de cantonner le soutien public à certains secteurs et estiment que le critère le plus pertinent pour continuer d'attribuer les aides est la perte d'activité.** François Asselin ne se fait guère d'illusions. « Avec les aides, on a acheté du temps, mais il faut s'attendre à ce que des entreprises mettent le genou à terre », prédit-il, anticipant, sur douze mois glissants, **entre 55 000 et 70 000 défaillances.** (Les Echos, p.2)

« Le coût vertigineux des mesures de soutien », titre **Les Echos**, détaillant que **le fonds de solidarité et le chômage partiel ont chacune coûté près de 35 milliards d'euros aux finances publiques.** « Nous n'avons pas compté l'argent public car c'était responsable », a expliqué Bruno Le Maire, lors de l'université d'été du Medef. Sous les applaudissements des patrons, il a insisté sur le fait que le gouvernement avait réussi à « protéger l'économie ». **Le gouvernement devra se montrer très ingénieux pour que le vaste plan d'investissement attendu à la rentrée réponde à cette ambition,** estime le quotidien. (Les Echos, p.2)

« Quoi qu'il en coûte : quand il n'y en a plus, il y en a encore ! », titre **L'Opinion**, soulignant que malgré l'arrêt partiel des mesures d'urgence, **Emmanuel Macron continuera à déverser les milliards jusqu'à l'élection et peut-être au-delà.** Comme aux Etats-Unis, les programmes d'investissement s'enchaînent, détaille **L'Opinion**, revenant sur le montant accordé au plan France 2030. « C'est gigantesque ! », s'enthousiasme Agnès Pannier-Runacher. « Nous voulons dresser un constat partagé », indique-t-on dans l'entourage du ministre de l'Economie avant de prolonger les aides « sur-mesure ». (L'Opinion, p.4)